



# Mobilisation du 22 contre la privatisation réussie La Poste est un bien public Elle doit le rester



En Isère et en Savoie, les postiers et postières ont massivement fait grève mardi 22 septembre à l'appel de SUD, CGT et FO contre le projet de loi de transformation de La Poste en Société Anonyme.

Malgré une très forte contre-information de la direction pour vanter la nécessité de l'ouverture du capital, les postiers sont restés mobilisés avec 50 % de grévistes.

500 postiers ont manifesté dans les rues de Grenoble pour exprimer leurs refus de la privatisation et populariser le référendum sur la privatisation du 3 octobre 2009.

Ce projet est un pas supplémentaire vers une privatisation du premier service public de proximité, contrairement à la communication faite par le gouvernement et la direction de La Poste.

Les expériences de France Télécom ou d'EDF et GDF montrent que les paroles se voulant rassurantes n'ont rien à voir avec la réalité et que le « 100 % public » ne résiste pas au temps !

Les grévistes ont protesté contre les milliers de suppressions d'emploi intervenues dans les 6 premiers mois de l'année 2009, l'accélération des réorganisations qui dégradent leurs conditions de travail et la fermeture de milliers de bureaux de poste sur le territoire.

Cette grève est un premier coup de semonce avant le passage du projet de loi au parlement. SUD PTT proposera de nouvelles mobilisations dans la durée au personnel et aux autres organisations syndicales pour obtenir le retrait pur et simple du projet.

Cette mobilisation gagnera avec l'implication au coude à coude des postiers, des usagers et des élus qui veulent préserver un service public postal de proximité de qualité.

Dans l'immédiat, SUD PTT appelle tous les postiers, les usagers à participer massivement à la consultation populaire sur le projet de loi du gouvernement organisée le 3 octobre à l'appel de plus de 63 organisations dans plusieurs milliers de communes.

## Le 3 octobre Référendum contre la privatisation de la Poste

L'avenir du service public concerne tous les usagers. C'est pour traduire cette idée que le collectif national contre la privatisation de la Poste a demandé au président de la république d'organiser un référendum sur l'avenir de la Poste. Le président a décidé d'ignorer cette demande et de passer en force en programmant le vote de la loi au parlement en novembre.

Dans ce contexte le collectif national contre la privatisation a décidé d'interpeller directement nos concitoyens en organisant des consultations populaires dans toute la France. Il s'agit par là de forcer le gouvernement à reconsidérer sa position pour organiser un vrai débat public sur l'avenir du service public postal.

En Isère plus de 100 communes organisent cette consultation

**Votez et faites voter contre  
la privatisation !**